

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

RM/vg

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 22 septembre 2010

ORDRE DU JOUR :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 14 juillet 2010
2. Elaboration d'un questionnaire à envoyer aux groupes/sensibilités politiques dans le cadre de la réflexion sur la mise en place éventuelle d'un système de pétition électronique
3. Recommandation n° 43 relative à l'accès à la jurisprudence en matière de sécurité sociale
- Examen de la recommandation
4. Pétition n° 299 « *Och mir si Lëtzebuerg* »
- Conclusions suite à l'échange de vues du 15 septembre 2010
5. Divers

*

Présents : M. Marc Angel, M. André Bauler, M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, M. Camille Gira, M. Claude Haagen (remplaçant M. Fernand Diederich, M. Norbert Hauptert (remplaçant M. Mill Majerus), M. André Hoffmann, M. Ali Kaes, M. Marcel Oberweis (remplaçant Mme Christine Doerner),

Mme Francine Cocard, Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Camille Gira, Président de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 14 juillet 2010

Le projet de procès-verbal de la réunion du 14 juillet 2010 est adopté.

2. Elaboration d'un questionnaire à envoyer aux groupes/sensibilités politiques dans le cadre de la réflexion sur la mise en place éventuelle d'un système de pétition électronique

Monsieur le Président présente le projet de questionnaire repris en annexe 1 du présent procès-verbal. Celui-ci ne soulève pas de remarque de la part des membres de la Commission. Il sera donc envoyé aux Présidents des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre et une réponse sera demandée pour le 8 novembre 2010. Une fois que les différentes prises de position seront parvenues à la Commission des Pétitions, cette dernière tentera, le cas échéant, d'élaborer une proposition de projet relative aux ressources financières et humaines à prévoir dans le cadre de la mise en place du système de pétition électronique, proposition qu'elle soumettra ensuite aux membres du Bureau.

Il est par ailleurs prié de se référer au document repris en annexe 2 du présent procès-verbal, qui est le résultat de l'étude comparative relative aux systèmes mis en place à l'étranger, étude qui avait été lancée par le biais du CERDP (Centre européen de recherche et de documentation parlementaires) en juin dernier.

Les membres de la Commission procèdent ensuite à un bref échange de vues concernant l'éventuelle mise en place d'un forum de discussion. Il leur apparaît évident que si un tel forum est créé, il doit l'être ensemble avec la pétition publique, et non pas dans une démarche isolée. Il est en outre rappelé qu'au cours de la législature 2004-2009, il avait été décidé de mettre en place un forum de discussion sur le site de la Chambre des Députés. Ce forum est, à l'heure actuelle, totalement opérationnel. Cependant, pour des raisons inconnues des membres de la commission parlementaire, le Bureau issu des élections législatives de 2009 n'a pas autorisé le lancement et l'utilisation de ce forum.

Suite à une question afférente, il est encore souligné qu'étant donné que l'anonymat a été écarté et qu'une inscription et une identification préalables sont requises afin d'éviter tout abus, les débats sur le forum du Bundestag ont su rester modérés. Seule une petite minorité des contributions sont polémiques et doivent par conséquent être éliminées du site.

3. Recommandation n° 43 relative à l'accès à la jurisprudence en matière de sécurité sociale

Les membres de la Commission examinent la recommandation sous rubrique et décident d'adresser un courrier à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, afin de requérir leur avis en la matière.

4. Pétition n° 299 « Och mir si Lëtzebuerg »

Les membres de la Commission gardent une impression positive de l'échange de vues du 15 septembre dernier avec les représentants de la Fédération des Artisans et sont unanimement d'avis que les débats ont été instructifs et enrichissants. Des sujets politiques importants ont été évoqués, et notamment la problématique de l'indexation des salaires. S'il est bien évident qu'un tel sujet n'est pas du ressort de la Commission des Pétitions, d'autres points abordés la concernent beaucoup plus. Il est notamment fait mention du dossier de la simplification administrative, qui concerne les membres de la commission parlementaire pour

deux raisons : d'une part, ce sujet a déjà été abordé de manière approfondie dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (voir document parlementaire n°6088). D'autre part, c'est un des devoirs du législateur de veiller à ce que les lois qu'il vote soient simples et facilement exécutables.

L'immobilisme dans le dossier de la simplification administrative apparaît d'autant plus incompréhensible qu'un excellent travail préparatoire a été fait par le Comité national pour la simplification administrative des entreprises, que les conclusions de ce travail ont été acceptées par toutes les parties impliquées dans les discussions et que des propositions concrètes ont été faites puis entérinées par le Comité de coordination tripartite en 2009.

A cet égard, les représentants des pétitionnaires se sont engagés à faire parvenir un résumé écrit de tous les problèmes concrets rencontrés dans la vie de tous les jours dans le domaine de la simplification administrative. Les membres de la Commission décident donc d'attendre que la Fédération des Artisans fournisse ce document. Ce document sera ensuite analysé et, le cas échéant, il sera procédé à un échange de vues en la matière avec Madame la Ministre à la Simplification administrative.

5. Divers

Suite à une remarque relative au traitement des dossiers par la Caisse Nationale des Prestations Familiales, les membres de la Commission des Pétitions s'accordent pour faire le suivi de la problématique soulevée par le Médiateur l'an dernier, à savoir le fait que certaines personnes ne vivant plus dans le pays et n'étant de ce fait plus en droit de recevoir les allocations, continuaient pourtant à les percevoir.

Dans ce contexte, Monsieur le Président rappelle que Monsieur le Médiateur présentera son rapport annuel en date du 27 octobre prochain et que, suite à cette présentation, il sera vraisemblablement opportun d'organiser une réunion avec ce dernier, afin de faire les points sur l'évolution des dossiers.

Luxembourg, le 7 octobre 2010

La secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
Camille Gira

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE RELATIF A L'EVENTUELLE MISE EN PLACE DE LA PETITION ELECTRONIQUE

- 1) Quelle est l'opinion de votre groupe/sensibilité politique à propos de la modernisation du droit de pétition luxembourgeois, et notamment de la prise en compte de pétitions signées de manière électronique et transmises à la Chambre par courriel ?
Dans ce contexte, êtes-vous d'avis que les pétitionnaires devraient impérativement s'identifier par le biais de la signature électronique ou, au contraire, estimez-vous qu'une simple identification par le biais d'un formulaire à remplir¹ suffirait ? En outre, s'il est décidé de requérir la signature électronique pour le pétitionnaire principal, qu'en serait-il des cosignataires ?
- 2) Le Parlement allemand a mis en place un système de pétition publique (« *öffentliche Petition* »). Ce système prévoit que, si une pétition est considérée d'intérêt général, elle est publiée sur le site du Bundestag pendant une période de six semaines. Si, au cours de cette période, la pétition recueille 50.000 signatures, un débat public est obligatoirement organisé au Bundestag, en présence du Ministre ou du Secrétaire d'Etat concerné par la question. Etes-vous d'avis que la Chambre des Députés devrait suivre cet exemple et mettre en place un tel système de pétition publique ?
En cas de réponse positive, quel serait, selon vous, le nombre de signatures requises pour enclencher la procédure de débat en séance publique ?
D'autre part, quel organe devrait, selon vous, être chargé d'effectuer le tri des pétitions reçues et de décider si ces dernières peuvent être considérées d'intérêt général en vue des débats en commission ?
- 3) Si un tel système de pétition publique devait être mis en place, êtes-vous d'avis qu'il devrait, à l'instar du système allemand, être lié à un forum de discussion ?
- 4) Dans le contexte plus global de la discussion autour de la modernisation du droit de pétition, ne vous apparaît-il pas nécessaire de procéder à une modification, d'une part, des articles 27 et 67 de la Constitution et, d'autre part, des articles 154 et 155 du Règlement de la Chambre des Députés ? Quelles seraient vos propositions de texte ?
Quelle est à cet égard, votre appréciation de la notion d'« autorité publique » reprise à l'article 27 de la Constitution ?
Ne considérez-vous pas, d'autre part, que l'article 155 du Règlement interne de la Chambre pourrait être adapté afin qu'il y soit fait mention de tous les moyens dont dispose la Commission des Pétitions pour mener à bien son analyse d'une pétition, et notamment le droit de recevoir les pétitionnaires et d'effectuer des visites sur place ?

¹ Par exemple, le Bundestag allemand utilise le formulaire suivant :

<https://epetitionen.bundestag.de/index.php?PHPSESSID=fc19d2587ab7097fdab5c91f0ee4b0a7&action=register>

ANNEXE 2

EUROPEAN CENTRE FOR PARLIAMENTARY RESEARCH AND DOCUMENTATION		 CHAMBRE DES DEPUTES DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
---	--	---

ECPRD REQUEST 1425

ELECTRONIC PETITION IN NATIONAL PARLIAMENTS

FINAL SUMMARY

**PREPARED BY
CHAMBRE DES DEPUTES DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**

Date: 30.06.2010

Contact: Mr Carlo Linden (e-mail: clinden@chd.lu)

1. Background

On October 29 2009, the Luxembourgish ombudsman presented his annual report for 2008/09 to the Luxembourgish Parliament, in which he underlined the necessity of revitalising Luxembourgish democracy through greater citizen participation.

To this end, he suggested modernising the right to petition. He stated that *“the Chambre des Députés would be well advised to consider offering to all the citizens the opportunity to submit petitions of public interest by electronic means”*.

Following the presentation of this report, the Committee of Petitions of the Luxembourgish Parliament, tasked with analysing this report and organizing a public debate on this matter, decided that the introduction of such a system of online petitions would constitute an appropriate means for citizens to express, in an informal manner, their concerns and requests to the Parliament.

Given that several regional and national parliaments in the UE and the Commonwealth have already started using e-petitions, the Committee of Petitions of the Luxembourgish Parliament has undertaken to bring itself up to date on the right to electronic petition and the practises instated by other European countries. In this context, the Luxembourgish Parliament would like to obtain information about the systems put into place in foreign countries.

2. Questions

1. Does your Parliament have an electronic petition system ?
2. Does your Parliament plan to set up such a system in the next two years ?

If you answered "yes" to the first question :

- What functionality does your electronic petition system support ?
- Which technical solution has been implemented ?
- Was the implementation performed by internal or external staff ?
- What was the size and the composition of the team (headcount, background of team members) ?

- What was the global project budget and how was it broken down (in thousands of Euros, excluding VAT) ?
 - a) Analysis, development and software budget
 - b) Hardware budget
 - c) Other
- What was the project's duration, from the start of the analysis phase to the time when the system was put into production ?
- Does your electronic petition system support discussion forums and is a discussion forum opened for each petition ?
- What kinds of signatures does your electronic petition system accept ? Does the system require a legally recognised electronic signature ?
- How has the availability of your electronic petition system impacted the number of petitions ? (increased, no noticeable impact, decreased)
- Is every petition received by electronic means discussed during a plenary sitting of the Parliament ?

3. ECPRD replies

Replies were received from the European Parliament plus the following countries: Andorra, Austria, Belgium, Bulgaria, Canada, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Moldova, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russia, Serbia, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, The Former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, United Kingdom, United States of America.

The following parliaments do not have or plan to set up such an e-petition system in the next two years.

- Andorra
- Austria
- Belgium (Sénat)
- Canada
- Croatia
- Cyprus
- Czech Republic (Chancellery of the Chamber of Deputies)
- Czech Republic (Senat)
- Denmark
- Estonia
- France
- Georgia
- Germany (Bundesrat)
- Hungary
- Iceland
- Ireland
- Italy
- Latvia
- Liechtenstein
- Netherlands
- Norway
- Poland (Sejm)
- Poland (Senate)
- Serbia
- Slovakia
- Slovenia
- Spain
- Sweden
- Switzerland
- The Former Yugoslav Republic of Macedonia
- United States of America

Some countries indicated that they do not have an e-petition system but that they accept petitions sent via e-mail.

- Belgium (Chambre des Représentants)
- Czech Republic (Senat)
- Germany (Bundesrat)
- Poland (Sejm)
- Poland (Senate)
- Slovenia

Five countries plan to set up an e-petition system in the next two years.

- Belgium (Chambre des Représentants)
- Bulgaria
- Finland
- Lithuania
- United Kingdom

The *European Parliament, Germany (Bundestag), Moldova, Portugal, Romania, Russia* and *Turkey* have indicated that today they have an e-petition system.

EUROPEAN PARLIAMENT

1. Votre parlement dispose-t-il d'un système de pétition électronique (e-pétition) ?

OUI

2. Votre parlement envisage-t-il la mise en place d'un tel système dans les deux prochaines années ?

Si votre réponse est positive à la première question :

- **Quelles sont les fonctionnalités de votre système de pétition électronique (couverture fonctionnelle de votre système) ?**

Introduction de pétitions au moyen d'un formulaire disponible sur internet

Encodage, formatage et regroupement des pétitions

Gestion des pétitions par le comité des pétitions:

- o Assignment des pétitions à des Administrateurs
- o Gestion de la demande d'information à des organisations extérieures (Par exemple la Commission Européenne) pour aider à déterminer la recevabilité des pétitions et les suites à leur donner
- o Génération automatique de courrier à envoyer aux demandeurs

Construction de l'Agenda contenant l'ordre du jour des réunions mensuelles du comité des pétitions (Réunions "publiques" au cours desquelles les pétitions recevables sont discutées éventuellement en présence du demandeur)

- **Quelle est la solution technique implémentée ?**

Pour le formulaire d'introduction, formulaire internet disponible sur le site du Parlement Européen :

<https://www.secure.europarl.europa.eu/parliament/public/petition/secured/submit.do?language=FR>

Pour l'application de "gestion": application web intranet, java/J2ee/jsf/Tomcat/Oracle

- L'implémentation a-t-elle été réalisée par des équipes internes et/ou externes ?

Equipe externe (Trasys) dans les locaux du Parlement Européen

- Quelle a été la composition et la taille de l'équipe projet (nombre de personnes, profils) ?

L'équipe était composée d'un chef de projet/analyste et de deux développeurs

- Quel a été le budget global du projet et comment s'est-il réparti (en milliers d'euro htva)?

372

a) Budget analyse, développement et software

372.000,00 € (développement en interne)

b) Budget hardware

Inconnu (Service exploitation partagé parmi toutes les applications du PE, pas d'achat "hardware" spécifique dans le cas présent)

c) Budget 'autre'

Un fonctionnaire à mi-temps a supervisé le projet (non-imputable)

- Quel a été le temps de réalisation du projet (durée depuis le démarrage de l'analyse à la mise en production de la solution définitive) ?

1 an (de 01/2007 à 12/2007)

- Votre solution de pétition électronique intègre-t-elle des forums de discussion et est-ce que pour chaque pétition un forum de discussion est ouvert?

NON

- **Quelles sont les formes de signature acceptées par votre système de pétition électronique? L'utilisation du système nécessite-t-elle le recours à une signature électronique reconnue légalement ?**

Utilisation d'un formulaire sur le site Europarl.europa.eu avec introduction des coordonnées complètes (éventuellement avec une adresse mail).

Le système ne prévoit pas de gestion électronique des signatures.

- **Quel a été l'impact sur le nombre de pétitions de la mise en place d'un tel système de pétition électronique (accroissement du nombre de pétitions, pas d'impact notable, diminution du nombre de pétitions) ?**

Légère augmentation

- **Les pétitions reçues par voie électronique sont-elles systématiquement discutées dans le cadre d'une séance plénière de votre Parlement?**

Non, elles ne sont quasi jamais discutées individuellement en plénière. C'est le rapport final sur l'activité de la commission PETITION qui fait l'objet d'un point annuel en plénière.

GERMANY (Bundestag)**1) Die Zulässigkeit der öffentlichen Petition: Wer entscheidet über die Zulässigkeit einer öffentlichen Petition und nach welchen Kriterien?**

Über die Zulässigkeit entscheidet der Ausschuss anhand der hierfür geltenden Richtlinien, wobei dies vom Ausschussdienst vorbereitet wird.

2) Wie viele Personen stehen dem Ausschussdienst insgesamt bei der Bearbeitung der Petitionen zur Verfügung?

- Der gesamte Ausschussdienst umfasst 75 Dienstposten
- Die inhaltliche Bearbeitung geschieht wie bei jeder anderen Petition durch die betreffenden Eingabereferate (ca. 50 Dienstposten).

3) Wie erfolgt konkret und schrittweise die technische Bearbeitung der Petition?**Beispiele:**

Wie erfolgt die Einstellung einer Petition auf einer offiziellen Internetseite?

- Nach Einreichung und Überprüfung der Petition wird diese in die Rubrik „Petitionen in der Mitzeichnung“ verschoben und damit für die Öffentlichkeit sichtbar gemacht.

Wie wird die Kontrolle durchgeführt, insbesondere die Überprüfung, ob ein und dieselbe Person eine Petition mehrmals unterzeichnet hat?

- Von jeder e-mail Adresse ist nur eine Mitzeichnung möglich. Sie setzt die Registrierung im System voraus.

Doppelte Mitzeichnungen werden technisch herausgefiltert.

Bei Zulassung:

- Moderator ergänzt Daten der Petition (2.B. Aktenzeichen) und schaltet Petition für die Öffentlichkeit und damit zur Diskussion und Mitzeichnung frei.
- Das System generiert für die Petition ein Forum und eine Mitzeichnungsliste
- Nutzer können, wenn sie ein Nutzerkonto angelegt haben, die Petition mitzeichnen und diskutieren. Es ist jeweils nur eine Mitzeichnung pro Nutzerkonto und Petition möglich.

- Während der Mitzeichnungsfrist wird das Forum moderiert (alle neuen und veränderten Beiträge werden nachträglich durch den Moderator gesichtet)
- Nach Ablauf der Mitzeichnungsfrist wird das Forum und die Mitzeichnungsliste automatisch geschlossen, bleibt jedoch für Lesezugriffe öffentlich zugänglich
- Nach Abschluss der Petition veröffentlicht der Moderator den Beschluss des Petitionsausschusses.
- Alle Petitionen, Mitzeichnungen und Forenbeiträge bleiben ca. 3 Wahlperioden lang öffentlich zugänglich.
- Notabene: Für den rein lesenden Zugriff auf das System ist das Anlegen eines Nutzerkontos nicht notwendig.

Bei Nichtzulassung:

- Der Moderator markiert die betreffende Petition als nicht zugelassen. Sie wird dann nicht öffentlich angezeigt und, sofern kein Widerspruch des Petenten erfolgt, nach 3 Monaten vollständig aus dem System entfernt.

A. Welches sind die Funktionalitäten Ihres elektronischen Petitionssystems (funktionale Abdeckung Ihres Systems)?

- Nutzerkontenverwaltung
- Einreichung von Einzelpetitionen
- Einreichung von öffentlichen Petitionen
- Verwaltung von öffentlichen Petitionen
- Diskutieren von öffentlichen Petitionen
- Moderationsfunktionen
- Unterstützen (Mitzeichnen) von öffentlichen Petitionen durch andere Nutzer
- Internes Nachrichtensystem (Personal Messages)
- Statistik
- Suche

B. Welche technische Lösung wurde angewandt?

- Auf Basis einer open-source-software (Simple-Machines, SMF) wurde das System für den Deutschen Bundestag entwickelt. Hinsichtlich der Datenverwaltung wird auf den Anhang verwiesen.

C. Wurde die Implementierung von einem internen und/oder externen Team durchgeführt?

- Durch externen Dienstleister

D. Welches war die Zusammensetzung der Projektgruppe (Anzahl und Profil der Mitarbeiter)?

- Die Projektgruppe umfasste vier Mitarbeiter: den Leiter des Ausschusssekretariats, den stellvertretenden Leiter, eine Sachbearbeiterin und der IT Fachmann des Sekretariats.

E. Wie hoch war das Gesamtbudget des Projekts und welches war die Aufteilung (in tausend Euro ohne MwSt.)?

- a) Budget für Analyse, Entwicklung/Programmierung, Software und Lizenzgebühren
- b) Budget für Hardware
- c) Budget für andere Kosten

F. Welches war die Ausführungszeit des Projekts (Zeit zwischen dem Beginn der Analyse und der Inbetriebnahme des Programms)?

- Von 2005 bis 2008 wurde ein Modellversuch installiert. Im Sommer 2007 fasste der Ausschuss den Beschluss für den normalen Wirkbetrieb. Ab Herbst wurde ein Leistungskatalog erstellt und im Frühjahr 2008 die Ausschreibung veröffentlicht. Im Juni erfolgte der Zuschlag und im Oktober die öffentlich Freischaltung des jetzigen Systems.

**G. Beinhaltet Ihr elektronisches Petitionsprogramm Diskussionsforen ?
Wird für jede Petition ein Diskussionsforum eröffnet?**

- Es gibt eine Forensoftware im Hintergrund, welche für jede zugelassene Petition ein Unterforum generiert.

H. Welche Signaturformen werden von Ihrem elektronischen Petitionssystem anerkannt? Erfordert das System eine gesetzlich anerkannte elektronische Signatur?

- Keine, es wird auf elektronische Signaturen vollständig verzichtet.
- Das System erzeugt automatisch eine Bestätigungsmail bei der Anmeldung, die beantwortet werden muss.
- Mit den Petenten wird nach Einreichung der Petition auf dem normalen Postweg kommuniziert.

I. Welches war die Auswirkung Ihres elektronischen Petitionssystems auf die Anzahl der eingereichten Petitionen (größere Anzahl – praktisch gleichbleibende Anzahl - geringere Anzahl)?

- Die Gesamtzahl aller Petitionen seit Einführung des Systems entspricht in etwa dem langjährigen Durchschnitt. Ca. 30% aller Petitionen werden als öffentliche Petitionen über das Portal eingereicht. Hinzu kommen noch ca. 7% ebenfalls über das Portal eingereichte Einzelpetitionen. Der Anteil elektronisch eingereichter Petitionen ist tendenziell weiter zunehmend.

J. Werden die elektronisch eingereichten Petitionen systematisch im Rahmen einer Plenarsitzung des Bundestages diskutiert?

- Nein
- Für ausgewählt öffentliche Petitionen beschließt der Ausschuss jedoch öffentliche Ausschussberatungen unter Beteiligung der Petenten. Seit 207 haben 12 öffentliche Sitzungen stattgefunden, bei denen ca. 80 Petitionen beraten wurden.

GERMANY (Bundestag)**1. Does your Parliament have an electronic petition system ?**

Ja - Der Deutsche Bundestag hat seit 2005 ein elektronisches Petitionssystem im Internet:

<https://epetitionen.bundestag.de>

2. Does your Parliament plan to set up such a system in the next two years ?

If you answered "yes" to the first question :

- **What functionality does your electronic petition system support ?**

Das System unterstützt den Petenten beim Einreichen der Petition. Dabei kann er wählen, ob er diese als Einzelpetition oder als öffentliche Petition einreichen möchte. Für das Einreichen einer öffentlichen Petition müssen bestimmte Kriterien erfüllt sein.

- **Which technical solution has been implemented ?**

Die Software des Systems ist eine eigene Entwicklung, die die open-source-software SMF © 2008, Simple Machines LLC als Basis hat.

- **Was the implementation performed by internal or external staff ?**

Die Software wurde von einer externen Firma entwickelt.

- **What was the size and the composition of the team (headcount, background of team members) ?**

- **What was the global project budget and how was it broken down (in thousands of Euros, excluding VAT) ?**

- a) Analysis, development and software budget
- b) Hardware budget
- c) Other

Keine Angaben

- **What was the project's duration, from the start of the analysis phase to the time when the system was put into production ?**

Nachdem der Ausschuss beschlossen hatte, ein solches System einzuführen, dauert es drei Monate bis zur Implementierung.

- **Does your electronic petition system support discussion forums and is a discussion forum opened for each petition ?**

Das System unterstützt Diskussionforen. Zu jeder Petition wird ein jeweiliger thread direct geöffnet. Eine Diskussion ist ausdrücklich erwünscht.

- **What kinds of signatures does your electronic petition system accept ? Does the system require a legally recognised electronic signature ?**

Das System lässt nur öffentliche Petitionen, Mitzeichnungen und Diskussionsbeiträge von Teilnehmern zu, die sich vorher angemeldet haben. Die Anmelde-Daten werden vom System auf Plausibilität geprüft. Zu Freischaltung des Accounts muss jeder Teilnehmer eine extra e-mail bestätigen.

Bei der Einreichung einer Einzelpetition werden nur die Daten auf Plausibilität geprüft. Eine Erwiderung einer Freischaltungs-Mail wird nicht gefordert.

- **How has the availability of your electronic petition System impacted the number of petitions ? (increased, no noticeable impact, decreased)**

Bisher konnten keine nennenswerten Auswirkungen auf die Anzahl der Petitionen festgestellt werden.

- **Is every petition received by electronic means discussed during a plenary sitting of the Parliament ?**

Nein, in der Regel werden aber keine Petitionen im Plenum diskutiert.

MOLDOVA

1. Does your Parliament have an electronic petition system ?

2. Does your Parliament plan to set up such a system in the next two years ?

The participation of the representative of the civil society to the decision-taking process is regulated by the Parliament's Decision on the Concept concerning the cooperation between the Parliament and the Civil Society nr.373-XVI from 29.12.2005 that specifies the principles mechanism and minimum standard of cooperation.

It stipulates for example, chapter 4 p.4.3.1. The contribution of the civil society will be taken into consideration under condition that it will be submitted in 15 working days after the legislative projects were placed on the Parliament's web-site...

p.4.3.4. After the limit term for contribution's reception is expired, the Parliament will close the consulting process on the subject and will pass to other stages of the legislative process;

p.4.4 ... In order to consolidate the coherence and mutual trust, the contributions reception must be confirmed. Depending on the number of the contributions received and the possibilities, the confirmation will have the form of an e-mail answer with the decision on the accepted (partially or fully) or not contribution with explanations on the taken decision;

The functions that our old web-site system performs are quite limited.

This month, there will be launched a new Parliament's web-site that has a special module that is dedicated entirely to Civil Society and its communication with Parliament. Here are some of the titles:

e.g. Civil society, legal framework, registration, the citizen, civil society's organizations, projects, reports, business community, annual conferences, meetings, public audiences.

This site is being tested at the moment. There can be made some changes.

The implementation of the site is being performed by an external staff.

It cost about 40.000 EURO.

PORTUGAL

1. Does your Parliament have an electronic petition system ?

Yes, since 2005.

2. Does your Parliament plan to set up such a system in the next two years ?

Not applicable.

If you answered "yes" to the first question:

- What functionality does your electronic petition system support?

It allows citizens to submit petitions using an online form at the address <http://www.parlamento.pt/ActividadeParlamentar/Paginas/Peticoes.aspx>.

There is support available for the petitioners at the Parliament website (webpage of the petition system). The system uses the Internet actively and pretends to facilitate public involvement.

All information available about the state of the petitions is available at the webpage – the publication of the petition text, requests made and information provided, written reports and deliberations.

Petitioners can get actively involved in the consideration of their petition – they can take part in hearings in the competent committee (these hearings are mandatory if more than 1 000 citizens subscribe the petition); the committee meetings where the petition is discussed are public and the respective records are available at the webpage.

- Which technical solution has been implemented?

The current implemented solution consists of an electronic form for the citizen to fill out giving details of the petition/petitioner for use in a central data base.

- Was the implementation performed by internal or external staff?

External staff under the supervision of internal staff.

- **What was the size and the composition of the team (headcount, background of team members)?**

The project was carried out by a team of 3 persons, averaging 10 years experience in website construction, with one having the supervisory responsibilities over 2 external staff.

- **What was the global project budget and how was it broken down (in thousands of Euros, excluding VAT)?**

a) Analysis, development and software budget

About € 5000.

b) Hardware budget

Nil.

c) Other

- **What was the project's duration, from the start of the analysis phase to the time when the system was put into production?**

3 months.

- **Does your electronic petition system support discussion forums and is a discussion forum opened for each petition?**

Discussion forums are supported for any theme initiated by Parliament whenever required. However, they are not included in the petition system.

- **What kinds of signatures does your electronic petition system accept? Does the system require a legally recognised electronic signature?**

The citizen name and the number of the identity card (presently being replaced by the Citizen Card) are deemed sufficient. The system doesn't require a legally recognised electronic signature.

- **How has the availability of your electronic petition system impacted the number of petitions ? (Increased, no noticeable impact, decreased)**

The number of submitted petitions clearly increased. Between March 2005 (beginning of the electronic petition system) and March 2007 we received 347 petitions on line (only 113 by conventional means). In a slightly larger previous period (April of 2002 to March 2005) only 113 petitions were addressed to the Parliament.

- **Is every petition received by electronic means discussed during a plenary sitting of the Parliament?**

No. Generally, only petitions signed by 4,000 citizens or more are discussed in plenary session. However, the competent parliamentary committee may produce a duly substantiated report suggesting the consideration of a petition (even if it has only one petitioner) in Plenary, with special regard to the interests at stake, their social, economic or cultural importance, and the gravity of the situation which forms the object of the petition.

ROMANIA

1. Does your Parliament have an electronic petition system ?

Yes

2. Does your Parliament plan to set up such a system in the next two years ?

If you answered "yes" to the first question:

- What functionality does your electronic petition system support?

Electronic petition system is a web based interface which allows general public to send electronic petitions to the Chamber of Deputies.

- Which technical solution has been implemented?

Technical solution is based on the technical framework of the Chamber of Deputies website (Oracle database and Oracle Application Server).

- Was the implementation performed by internal or external staff?

The system design and the implementation was performed by the internal staff as the design and implementation of various applications that governance the Chamber of Deputies website.

- What were the size and the composition of the team (headcount, background of team members)?

The total number of developing team for the whole system is 4 web programmers (including the team leader).

- What was the global project budget and how was it broken down (in thousands of Euros, excluding VAT) ?

- a) Analysis, development and software budget**
- b) Hardware budget**
- c) Other**

There was no special dedicated budget for this system. We used the existing technical resources (i.e. hardware and software platform is the same with the platform of the Chamber of deputies Internet and Intranet website).

- **What was the project's duration, from the start of the analysis phase to the time when the system was put into production?**

About 1 month in the context of using the existing technical framework (not from the scratch).

- **Does your electronic petition system support discussion forums and is a discussion forum opened for each petition?**

No, we didn't open a discussion forum for the petition system. Discussion forums were opened only for major themes (the amendment of the Constitution, European integration or issues on environment).

- **What kinds of signatures does your electronic petition system accept? Does the system require a legally recognised electronic signature?**

We didn't implement an electronic signature. In the near future we are concerned to implement an anti-spam protection system, CAPTCHA type.

- **How has the availability of your electronic petition system impacted the number of petitions? (increased, no noticeable impact, decreased)**

The evolution of the number of petitions posted on the system is the following:

- 2010 – 47 petitions until now
- 2009 – 180 petitions
- 2008 – 220 petitions
- 2007 – 101 petitions
- 2006 – 184 petitions
- 2005 – 190 petitions
- 2004 – 78 petitions
- 2003 – 37 petitions

- **Is every petition received by electronic means discussed during a plenary sitting of the Parliament?**

No, the received petitions are forwarded either to the Committee for the Investigation of Abuses, Corrupt Practices, and for Petitions of the Chamber or to the other institutions responsible with the field of the petition. In both cases, the petitioner is informed by the administrator with the chosen body for giving a solution to his/her petition.

RUSSIA

1. Does your Parliament have an electronic petition system ?

2. Does your Parliament plan to set up such a system in the next two years ?

According to the Constitution of the Russian Federation citizens of the Russian Federation shall have the right to address personally, as well as to submit individual and collective appeals to state organs and local self-government bodies (art. 33).

In the Russian State Duma the Department for Public Relations and Mass Media is in charge of handling relations with individual citizens; working with correspondence from individuals, institutions and organisations that is addressed to the State Duma and its official representatives, analyses and groups together those problems, that are specified in these applications.

Citizens can send electronic petitions to the State Duma via the official website of the State Duma (http://www.duma.gov.ru/letter_pr.html).

TURKEY**1. Does your Parliament have an electronic petition system ?****2. Does your Parliament plan to set up such a system in the next two years ?**

It is in a pilot phase currently. The TGNA Information Centre and a private IT company are cooperating for setting up an electronic petition system. It is being designed to take petitions in a secure electronic environment, to review, evaluate and process them in this environment. Duration of the experimental stage will be about five months. The implementation will be performed by both internal and external staff. They are going to integrate the Central Civil Registration System and the Identity Information Sharing System into the system in addition to the approval codes through the GSM Network Operators.

4. Summary table

Country	Institution	Answer 1	Answer 2
European Institutions and Organizations (PACE, EP, PAWEU)	European Parliament	yes	na
Andorra	Consell General	no	no
Austria	Parlament - Nationalrat and Bundesrat	no	no
Belgium	Chambre des Représentants	no	yes (no delays)
Belgium	Sénat	no	no
Bulgaria	National Assembly	no	yes
Canada	Parliament	no	no
Croatia	Hrvatski Sabor	no	no
Cyprus	House of Representatives	no	no
Czech Republic	Chancellery of the Chamber of Deputies	no	no
Czech Republic	Senat	no	no
Denmark	Folketinget	no	no
Estonia	Riigikogu	no	no
Finland	Eduskunta	no	probably
France	Assemblée Nationale	no	no
Georgia	Parliament	no	no
Germany	Bundesrat	no	no
Germany	Bundestag	yes	na
Hungary	National Assembly	no	no
Iceland	Althingi	no	no
Ireland	Houses of the Oireachtas	no	no
Italy	Chamber of Deputies	no	no
Italy	Senato	no	no
Latvia	Latvijas Republikas Saeima	no	
Liechtenstein	Landtag des Fürstentums	no	no
Lithuania	Seimas	no	yes (in 3 years)
Moldova	Assemblée de la République de Moldavie	yes	na
Netherlands	Eerste Kamer der Staten-Generaal	no	no
Norway	Stortinget	no	no
Poland	Sejm	no	no
Poland	Senate	no	no
Portugal	Assembleia da Republica	yes	na
Romania	Chamber of Deputies	yes	na
Russia	State Duma	yes	na
Serbia	National Assembly	no	no
Slovakia	National Council	no	no
Slovenia	Državni Zbor (National Assembly)	no	no
Spain	Congreso de los Diputados	no	no
Sweden	Riksdag	no	no
Switzerland	Assemblée Fédérale	no	no
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	Assembly	no	no
Turkey	The Grand National Assembly	yes (pilot phase)	na
United Kingdom	House of Commons	no	yes (on-going)
United States of America	Congress	no	no